

Les Eglises peuvent-elles être hors du monde?

VOTATION L'ampleur de l'engagement des Eglises dans la campagne en faveur de l'initiative a suscité l'agacement des opposants, de la conseillère fédérale Karin Keller-Sutter au PDG de Bobst, en passant par les Jeunes radicaux alémaniques ou même quelques responsables d'Eglises cantonales, qui ont tenté d'interdire leurs actions

ANNE-SYLVIE SPRENGER / PROTESTINFO
@AnneSylvieSprenger

Depuis quelques semaines, les critiques fusent à l'endroit des Eglises, en raison de leur engagement hors norme dans la campagne en faveur de l'initiative pour des multinationales responsables, soumise au vote le 29 novembre. «Les Eglises n'ont pas à se mêler de l'actualité politique!» leur reprochait sans détour la conseillère fédérale Karin Keller-Sutter dans les colonnes du *Matin Dimanche* du 18 octobre. De leur côté, les Jeunes libéraux-radicaux des cantons de Berne, d'Argovie, de Saint-Gall et de Thurgovie déposaient le 3 novembre des recours de droit public pour faire «interdire immédiatement» leurs actions, estimant que «la propagande actuelle va certainement au-delà de ce qui est permis». Si ce recours a depuis été balayé dans les cantons de Berne et d'Argovie, la grogne est toujours vivace. Mais que reproche-t-on exactement aux Eglises?

«En s'engageant si radicalement, les faitières religieuses octroient le monopole du cœur aux seuls initiants», dénonçait Nicole Lamon, rédactrice en chef adjointe du *Matin Dimanche*, dans un éditorial cinglant le 15 novembre. En cette période de crise sanitaire, «les Eglises feraient tellement mieux de se concentrer sur le soutien spirituel», arguait-elle.

«L'essentiel de la mission des Eglises reste l'accompagnement

des familles, le partage des valeurs de l'Évangile avec toutes les générations: un engagement politique occasionnel ne signifie pas qu'elles réorientent leur mission», rétorque Pierre-Philippe Blaser, président de l'Eglise évangélique réformée fribourgeoise et membre de l'exécutif de l'Eglise évangélique réformée de Suisse (EERS). «L'apport spirituel en faveur des personnes fragilisées se conjugue parfaitement avec un engagement citoyen. L'un n'empêche pas l'autre», enchaîne le théologien catholique François-Xavier Amherdt. Et d'appuyer: «L'un ne va pas sans l'autre.»

«C'est assez désagréable de lutter contre les Eglises»

GEORG LUTZ, POLITOLOGUE

Pour le théologien Pierre Gisel, cette irritation est «un peu paradoxale», tant «on tient aujourd'hui habituellement les Eglises pour quantité négligeable». De son côté, le politologue Georg Lutz relève cependant que «si le nombre de membres des Eglises officielles est en baisse, il n'en demeure pas moins que celles-ci détiennent une voix forte dans le débat. En Suisse, aucune autre organisation ne possède d'ailleurs autant de membres.»

Ces institutions religieuses sont accusées de faire porter un poids moral sur cette votation. «Ce ne sont pas les Eglises qui définissent qui est un bon chrétien mais le Bon Dieu!» s'insurgeait d'ailleurs Karin Keller-Sutter. Joëlle Walther, présidente du Consistoire de l'Eglise protestante de Genève, conteste cette notion: «Nous ne donnons pas de leçons de morale, chacun est libre de son vote. Mais cette initiative renvoie chacun à sa responsabilité d'être humain, ce qui peut être dérangeant...»

Un vieux refrain

Pour Georg Lutz, «cet agacement est un sentiment réel, mais aussi une tactique d'opposants en manque d'arguments percutants». «C'est assez désagréable de lutter contre les Eglises», expose en effet le politologue. «Elles ont une légitimité morale dans ce débat que peu d'autres organisations ont. Il est donc assez logique que les opposants cherchent à les délégitimer.»

«Dire que les Eglises n'ont pas à se mêler de religion, c'est un vieux refrain», confirme Pierre Gisel. Pourtant, selon Georg Lutz, «il n'y a là formellement aucun problème», tant qu'il ne s'agit pas de mobilisation partisane. Le seul risque, à ses yeux, serait celui de la cohésion à l'interne, qui pourrait être mise à mal par un tel engagement.

Outre-Sarine, certaines Eglises cantonales plus conservatrices, comme l'Eglise réformée de Zurich, ont d'ailleurs demandé à leurs membres de renoncer aux bande-

A Morges, le 12 novembre dernier. «L'Eglise n'est pas déconnectée de ce qui se passe dans le monde: elle prend fait et cause contre les injustices», souligne Sylvie Arnaud, présidente du Synode de l'Eglise évangélique réformée vaudoise.
(JEAN-CHRISTOPHE BOTT/KEYSTONE)



roles et dépliants en faveur de cette initiative. Dans le canton de Nidwald, le rédacteur en chef du magazine de l'Eglise réformée locale, *Kirchen-News*, a même été suspendu en raison de son traitement de la votation, jugé trop partisan, et la publication bloquée. Autre exemple: l'exécutif des Eglises réformées de Berne-Jura-Soleure, qui s'était engagé en faveur de l'initiative, a dû se fendre d'une lettre d'excuse, le 19 novembre, pour ses prises de position qui ont pu être perçues «comme provocatrices, polarisantes voire blessantes».

«Les Eglises englobent une population qui a des avis politiques très

variés», rappelle Jörg Stolz, sociologue des religions. «Il est donc normal que leurs prises de position soient aussi critiquées par leurs propres fidèles.» Ainsi de Jean-Pascal Bobst, directeur du groupe éponyme qui, bien que chrétien engagé, exprimait pour sa part, sur *Réformés.ch* le 11 novembre, son regret face à ce soutien «qui donne l'impression que les Eglises sont loin des réalités».

Leur mobilisation semble pourtant tenir de l'évidence. «A travers leurs œuvres d'entraide, les Eglises sont au cœur de l'initiative. D'un certain point de vue, c'est aussi leur initiative», rappelle Jörg

Stolz. «On voudrait que l'Eglise soit légitimiste, qu'elle ne fasse pas de vague ou reste cantonnée à la sphère privée, mais elle n'est pas déconnectée de ce qui se passe dans le monde: elle prend fait et cause contre les injustices», souligne Sylvie Arnaud, présidente du Synode de l'Eglise évangélique réformée vaudoise. «Ils veulent nous enfermer dans nos sacristies, mais sur des sujets pareils, l'engagement des Eglises est impératif!» insiste l'abbé Claude Ducarroz. Selon Esther Gaillard, vice-présidente de l'EERS, celui-ci «est même réclamé par des personnes éloignées des Eglises». ■

Un avenir radical influencé par la crise sanitaire

STRATÉGIE Le PLR a lancé une enquête interne pour identifier les défis que ses membres jugent prioritaires pour les générations futures. La crise du coronavirus modifie certains paramètres

BERNARD WUTHRICH, BERNE
@BdWuthrich

La crise sanitaire renforce un sentiment déjà fort au sein du PLR: la liberté individuelle est une valeur fondamentale que la direction du parti doit défendre avec vigueur. C'est l'un des principaux enseignements qui ressort de la deuxième enquête interne menée par l'équipe de la présidente Petra Gössi auprès de ses membres. Cette seconde prise de température fait suite à celle de 2019, qui a conduit le PLR à faire son aggiornamento en matière de politique climatique. Désormais, le parti défend clairement la révision de la loi sur le CO₂: lors de son assemblée des délégués effectuée en ligne le 31 octobre, il lui a apporté son soutien par 218 voix contre 60 et 7 abstentions.

Ce nouveau questionnaire interne porte sur quatre thèmes jugés cruciaux pour les générations futures: le cadre de vie, l'emploi, la prévoyance et la santé. Environ 16000 membres – dont 70% d'hommes – ont répondu. Comme le PLR compte 120000 adhérents, cela paraît peu. Pourtant, aussi bien Petra Gössi que l'auteur de l'enquête – Urs Bieri, de l'institut gfs.bern – jugent la participation correcte et représentative.

Veiller aux libertés individuelles

Si les sujets choisis sont orientés vers l'avenir, certaines réponses sont influencées par la crise sanitaire. Ainsi, 60% des participants estiment que la liberté individuelle est «affectée par la crise du coronavirus» et que cela aura «des conséquences à long terme». Les sondés considèrent que d'autres valeurs importantes telles que le libéralisme et le fédéralisme méritent une attention élevée en période de crise. «Notre base nous donne un mandat clair pour que nous défendions les valeurs libérales et fédéralistes à long terme», résume Petra Gössi.

Au chapitre de l'emploi, plusieurs tendances se dégagent: un meilleur équilibre entre vie professionnelle et familiale, une plus grande flexibilité dans l'organisation du travail, l'annualisation de la durée du travail accompagnée d'un allègement des contraintes de saisie, le développement des emplois à temps partiel et du télétravail. «Nos militants attendent que notre parti présente un profil clair sur la thématique de l'emploi», relève le vice-président du groupe parlementaire, Olivier Feller.

Oui aux transports publics

Dans le domaine de la mobilité, 89% de la base libérale-radical juge nécessaire de modifier les habitudes de déplacement, 71% est favorable au développement des transports publics et 56% se dit favorable à l'extension des transports ferroviaires internationaux, notamment nocturnes. «Il n'est pas exclu que ces résultats soient influencés par l'actualité de la crise sanitaire», admet Olivier Feller.

Au chapitre de la santé, plusieurs principes sont mis en avant, en

particulier une concurrence accrue entre prestataires et un frein à l'étatisation du secteur. Mais l'enquête n'exprime aucune demande de réformes urgentes. Sur ce plan, le Covid-19 ne semble guère avoir exercé d'influence. «Les enjeux vont au-delà de la crise sanitaire. Derrière le grand incendie que nous tentons d'éteindre, il y a des questions structurelles à résoudre», fait remarquer le vice-président du PLR, Philippe Nantermod, membre de la Commission de la santé du Conseil national.

71% des participants à l'enquête interne du PLR estiment que le relèvement de l'âge légal de la retraite ne doit pas être un tabou

La direction du parti souhaitait encore savoir ce que sa base pensait des retraites, un sujet qui agite le monde politique depuis plusieurs années. La durabilité du système des trois piliers au-delà de 2050 est mise en doute, en particulier par les membres âgés de moins de 40 ans. 71% des participants estiment que le relèvement de l'âge légal ne doit pas être un tabou. Ce sentiment est plus marqué auprès des jeunes. Ce sont d'ailleurs les Jeunes PLR qui ont lancé une initiative populaire visant à relever progressivement l'âge de la retraite à 66 ans.

Un aspect n'a pas été traité dans le cadre de cette enquête: la situation des finances publiques, fortement affectée par la crise sanitaire. Le PLR doit se résoudre à accepter un accroissement significatif de l'endettement public, ce qui est contraire à ses principes. Mais il n'a pas le choix. «Cet endettement est inévitable, mais nous devons être attentifs à ce que cela signifie pour nos enfants et nos petits-enfants», relève encore Petra Gössi. ■

Santé

125 millions pour l'Hôpital de Rennaz

Face aux difficultés financières de l'Hôpital de Rennaz, Vaud et Valais viennent de nouveau à sa rescousse. Ils prévoient un important soutien financier de 125 millions sur quinze ans. Le retour à des comptes équilibrés est prévu pour 2026. Cette aide pour assurer la viabilité de l'Hôpital Riviera-Chablais (HRC) devra être approuvée par les parlements des deux cantons. «Ce plan ambitieux s'accompagne d'un soutien financier substantiel des deux cantons de 125 millions sur quinze ans», annoncent-ils dans un communiqué commun. Les coûts de construction de l'HRC, tant pour le nouvel hôpital de Rennaz que pour la transformation des deux antennes locales de Monthey et Vevey, «s'élèvent à 400 millions, alors que les garanties déjà octroyées par les deux cantons sont de 330 millions», indiquent-ils. Les deux Conseils d'Etat sollicitent dès lors l'octroi d'une garantie complémentaire de 70 millions. ATS